



Roumanophobie

Les termes **roumanophobie**, **anti-roumanisme** ou **sentiment anti-roumain** se réfèrent à toutes les idées, émotions et attitudes hostiles envers le peuple et la culture roumaine et / ou moldave. Comme tous les stéréotypes existent envers d'autres groupes ethniques, ceux concernant les Roumains sont des croyances leur attribuant des caractères en tant que membres de leur groupe et généralisant des traits négatifs à l'ensemble de ce groupe¹. Les stéréotypes péjoratifs, les discriminations et les ségrégations ethniques à l'encontre des Roumains et des personnes d'origine roumaine en diaspora, ont historiquement pu aller des sentiments négatifs individuels à la persécution institutionnelle.

Substrat

Au début du xix^e siècle, la renaissance culturelle roumaine suscite des réactions hostiles aux Roumains dans les Empires voisins austro-hongrois, russe et turc dont elle met en cause la domination². À partir de là des stéréotypes se diffusent : ainsi la réputation des « Valaques fourbes, voleurs et cruels », commune aux trois Empires, transparaît dans l'œuvre de Sophie Rostopchine³ tandis qu'en Autriche, Johann Christian von Engel **(en)** publie les *Histoires de la Moldavie et de la Valachie* qui présentent les valaques comme un peuple primitif et fruste, et leurs anciens voïvodes comme des monstres assoiffés de sang (ce qu'Ármin Vámbéry, professeur à l'université de Budapest, transmet à Bram Stoker⁴). Pour délégitimer les revendications austroslavistes et roumaines, d'autres auteurs autrichiens comme Josef Karl Eder **(de)** ou Franz Josef Sulzer **(de)** synthétisés par Edouard Robert Rössler **(de)**, diffusent la thèse du « Désert des Avars » selon laquelle le bassin du moyen Danube était vide d'habitants sédentaires à l'arrivée des Magyars et vide aussi politiquement depuis les défaites des Avars face aux Carolingiens en 805⁵ : cette thèse nie l'existence du droit valaque et présente les Roumains d'Autriche-Hongrie comme des « immigrants tardifs, envahissants et illégitimes » dans leurs habitats historiques traditionnels, les « valachies »⁶.

Quatre phases de l'histoire de la Roumanie au xx^e siècle ont contribué à générer des stéréotypes roumanophobes d'époques et d'origines différentes, mais attribuant au peuple roumain dans son ensemble l'extrémisme et la violence de certains dirigeants et de leurs exécutants⁷ :

- les brutalités des insurgés et des forces de l'ordre pendant la jacquerie de 1907 durement réprimée⁸;
- les atrocités de la Seconde Guerre mondiale, notamment la Shoah en Roumanie et les proclamations haineuses⁹ de la Garde de fer, de la dictature fasciste et du régime pro-nazi du maréchal Antonescu contre les minorités juive et tsigane. Alors que le récit de la Shoah en Roumanie par Matatias Carp, témoin contemporain des faits, rédigé en roumain et hébreu et publié en Roumanie et en Israël, se garde de tout amalgame globalisant, l'article français « L'Horreur est roumaine » de Libération du 26 février 2009 commente la sortie de la traduction française du récit de Carp en attribuant les crimes à un « antisémitisme profond du peuple roumain »¹⁰ ;
- la volte-face de 1944 quand les Roumains sortirent de l'Axe pour se joindre aux Alliés, ce

qui fut décrit en Allemagne après la guerre comme une « trahison »¹¹;

- le totalitarisme « national-communiste » des années 1945-1989¹², son effondrement chaotique¹³ et la découverte par les médias internationaux de ses aspects les plus sombres¹⁴.

Durant la Seconde Guerre mondiale et après la guerre, c'est par ces préjugés que se sont « justifiés » des massacres et des déportations de Roumains, notamment en Transylvanie du Nord par les Croix fléchées, en Bucovine du Nord et en Bessarabie par l'armée soviétique et les troupes du NKVD.

En Moldavie et en Ukraine soviétiques, durant les années 1950, le NKVD a mis en œuvre plusieurs phases de persécutions et de déportations ciblées contre la population roumaine moldave, elle aussi suspectée d'avoir approuvé le fascisme¹⁵. Enfin, la résistance anti-totalitaire roumaine a également été accusée de fascisme¹⁶, alors que les archives de la Securitate montrent que 65 % des résistants étaient des paysans pauvres sans étiquette, 15 % provenaient des partis communiste et socialiste, 11 % des partis démocratiques de centre-droit d'avant-guerre et 9 % seulement de la mouvance fasciste et nationaliste^{17, 18}.

Au xxi^e siècle c'est la criminalité basée en Roumanie qui produit de nouveaux stéréotypes, moins empreints du fascisme que de la pègre roumaine. Le pourcentage de délinquants parmi les Roumains équivaut à celui des autres pays de niveau socio-économique comparable¹⁹, mais les citoyens roumains en général et les Roms de Roumanie en particulier sont l'objet de phobies racistes, comme en témoignent les déclarations contraires à la réalité²⁰ et violant la Convention européenne des droits de l'homme²¹ de certains dirigeants français (voir plus bas « par pays »).

Manifestations par pays

France

En France aucune loi n'interdit les propos, dessins ou sketches roumanophobes :

- le cinéaste Cristian Mungiu a pu être représenté par Les Guignols de l'info en mendiant harcelant Steven Spielberg ;
- le Petit Journal de Canal + a affirmé que Mungiu « n'a pas gagné mais volé sa Palme d'or en 2007 puisqu'il est roumain »²² ;
- Charlie hebdo a représenté la tennismen Simona Halep en ferrailleuse prête à recycler sa coupe gagnée à Roland-Garros^{23, 24} ;
- la gendarmerie nationale a titré une parodie d'Astérix et Obélix « Ils sont filous ces Roumains ! » pour se féliciter d'avoir arrêté deux délinquants venus de Roumanie²⁵ ;
- des hommes politiques en cours de mandat comme Nicolas Sarkozy président de la République²⁶, Manuel Valls ministre²⁷, Éric Ciotti député²⁸ ou Claude Guéant ministre de l'intérieur²⁹ ont plusieurs fois accusé les Roumains d'augmenter la délinquance en France²⁹.

Hongrie

En Hongrie la roumanophobie, marquée par l'utilisation du sobriquet péjoratif d'« oláhok », émerge après la « jacquerie roumaine de 1784 » en réaction contre les revendications autonomistes ou séparatistes des Roumains transylvains vivant dans la « Grande Hongrie » d'avant 1918 au sein de l'empire austro-

hongrois^{30, 31}. Cette hostilité envers les « oláhok » en tant que groupe culturel s'inscrit dans une xénophobie plus large, visant à délégitimer les revendications des Slaves et des Roumains³², et en particulier leur aboutissement en 1918, à savoir la division de la « Grande Hongrie » et l'attribution de la Transylvanie à la Roumanie : ainsi la roumanophobie de Hongrie nie l'ancienneté historique des langues romanes orientales au nord du Danube, où elles ne seraient pas apparues avant le xiii^e siècle^{33, 34}. Très présente dans le discours du Fidesz de Viktor Orbán et du Jobbik, cette xénophobie considère les Slovaques, les Ruthènes, les Serbes, les Roumains et les Roms comme des « immigrants allogènes tardifs »³⁵ qu'elle tient pour responsables de la division du pays, actée en 1920 au traité de Trianon en application du dixième des dixième des 14 points du président américain Wilson concernant le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »³⁶.

Pays-Bas

Le parti d'extrême droite Parti pour la liberté (PVV) a lancé un site Web pour recueillir des dénonciations contre des ressortissants polonais, roumains et bulgares vivant aux Pays-Bas³⁷. Les dénonciations consistent en des concurrences sur le marché du travail, et autres, avec le slogan : « Est-ce qu'ils vous causent des problèmes ? Ou avez-vous perdu votre emploi au profit d'un Polonais, d'un Bulgare, d'un Roumain ou d'un autre étranger venu d'Europe centrale ou orientale ? Nous serions ravis de vous entendre », provoquant ainsi des tensions entre les Néerlandais et les citoyens d'autres pays européens exerçant leur droit conventionnel à la liberté de mouvement.

Royaume-Uni

En 2013 Ion Jinga, ambassadeur de Roumanie au Royaume-Uni, a protesté contre une série d'articles roumanophobes dans une partie des médias britanniques, dépeignant les émigrants roumains comme des « envahisseurs », des « criminels abusant des avantages sociaux », et les impliquant dans le fraude à la viande de cheval de 2013 (qui, en fait, était partie du grossiste néerlandais *Draap Trading*). Jinga a donné une série d'interviews dans les journaux, la radio et la télévision britanniques, présentant son point de vue sur la valeur professionnelle des émigrants roumains et leur contribution à l'économie britannique^{38, 39, 40}. Il a alors reproché à Nigel Farage de l'UKIP d'inciter à la roumanophobie⁴¹.

En 2013, le *Daily Express* a lancé une « croisade » contre les nouveaux migrants européens de Bulgarie et de Roumanie. L'article, publié le 31 octobre, déclarait que « la Grande-Bretagne est pleine et en a marre. Rejoignez aujourd'hui votre croisade *Daily Express* pour arrêter un nouveau flot de migrants roumains et bulgares ». Nigel Farage a déclaré qu'il avait signé la pétition et a exhorté les autres membres de l'UKIP à faire de même⁴².

Serbie

Les Roumains citoyens serbes vivant en Voïvodine sont très bien représentés au niveau provincial malgré (ou « en raison de », selon l'association des Roumains de Serbie⁴³) leur faible nombre : environ 30 000 personnes soit 1,5% de la population de cette province d'environ 2 millions d'habitants, où le roumain est l'une des six langues officielles. Cette minorité fait l'objet d'accord bilatéraux transfrontaliers profitant aussi à la minorité serbe du Banat roumain⁴⁴. En revanche, leurs 140 000 homologues de l'est de la Serbie centrale (principalement dans la vallée de Timok et autour de Branicevo) n'ont pas les mêmes droits linguistiques et il n'y a pas d'accord bilatéral car le nombre de Serbes sur la rive roumaine du

Danube, au nord des Portes de Fer, en Olténie, est insuffisant. À Negotin, la porte de la station de télévision locale en langue roumaine a été vandalisée par le graffiti « *Napolje Rumuni, Srbija* » soit « Serbie, vire les Roumains »⁴⁵.

Les « Timochènes » (*Timoceni*, Roumains de la vallée du Timok)⁴⁶ parlent la même langue (le daco-roumain) que celle parlée plus au nord, en Roumanie, mais ne sont pas recensés comme Roumains : ils sont comptés parmi les Serbes (et ne figurent donc plus sur les cartes linguistiques postérieures à 1950) et sont connus sous le nom de « Valaques de Serbie » (Власи у Србији)^{47, 48, 49} avec une interruption de courte durée en 2002⁵⁰. Les anciens recensements serbes d'avant le communisme comptaient jusqu'à près de 160 000 Roumains : le recensement de 1895 comptait 159 510 Roumains⁵¹ et celui de 1921 comptait 150 098 Roumains. Le recensement communiste de 1953 trouvait 198 793 « Valaques » et depuis, pour éviter des soucis avec les autorités, environ 40 000 de ces personnes se déclarent, sur les formulaires de recensement, comme appartenant à l'« ethnie valaque », les autres se déclarant « serbes » ou bien « serbes de langue valaque » lorsque le recensement comporte une rubrique « langue maternelle » séparée de la rubrique ethnie (националност en serbe)⁵².

Suisse

En 2009, l'Union démocratique du centre (UDC) de droite a mené une campagne anti-immigration contre les immigrés roumains et bulgares, distribuant et affichant des banderoles dépeignant les citoyens de ces pays comme des « corbeaux »⁵³.

Union soviétique, Moldavie, Transnistrie

En Moldavie sous domination soviétique, alors que les Russes, les Ukrainiens ou les Bulgares de Moldavie pouvaient culturellement se référer respectivement à la culture russe, ukrainienne ou bulgare par-delà les frontières de la République, la majorité autochtone pour sa part n'avait pas le droit de se référer à la culture roumaine sous peine d'être accusée de « menées antisoviétiques » et de « nationalisme bourgeois »⁵⁴ (bien que la Roumanie fût, elle aussi, un pays communiste satellite de l'URSS)⁵⁵. La majorité indigène ne pouvait se référer qu'à sa culture strictement locale limitée par les frontières de l'URSS, ce qui lui conférait une identité moldave fictive doublement absurde⁵⁶ : elle n'incluant pas les non-Moldaves de la République dont l'attachement au pays était ainsi découragé alors que l'URSS se targuait d'être une « fédération multiethnique » (многонациональная федерация)⁵⁷ et lui donnait le sentiment que la République soviétique était constituée non « pour » elle, mais « contre » elle, alors que l'URSS se targuait de pratiquer une « discrimination positive » préservant la culture et la langue des peuples non-russes⁵⁸.

Ce sentiment était renforcé par les déportations : selon les données des recensements, de 1940 à 1950 la région a perdu un tiers de sa population, passant de 3 200 000 personnes selon le recensement roumain de 1938, à 2 229 000 selon le recensement soviétique de 1950 : ainsi 971 000 personnes ont disparu en dix ans soit 140 000 Allemands de Bessarabie déportés en juillet 1940 vers l'Allemagne en application du Pacte germano-soviétique ; 120 000 Moldaves (en majorité roumanophones, mais aussi des « Russes blancs ») déportés par les Soviétiques entre le 28 juin 1940 et le 22 juin 1941 (dans la seule nuit du 13 juin 1941, 13 470 familles, comprenant 22 648 personnes, dont approximativement deux tiers de femmes et enfants)⁵⁹ ; 230 000 Juifs ont été soit massacrés par le régime du maréchal Ion Antonescu, soit ont fui vers l'URSS et ne sont jamais revenus, qu'ils s'y soient établis ou qu'ils y aient été rattrapés par la Wehrmacht puis tués par les Einsatzgruppen ; 250 000 Moldaves roumanophones ont été déportés par les

soviétiques entre 1944 et 1948^{60, 61} ; 150 000 personnes sont mortes entre 1946 et 1947 à la suite de la famine provoquée par les réquisitions soviétiques^{62, 63} ; 11 324 familles sont déportées au Goulag dans la nuit du 5 au 6 juillet 1949 et les nuits suivantes, en majorité sur critère religieux (popes, « vieux-croyants », églises néo-protestantes, catholiques)⁶⁴. En 1950 de tous ces « indésirables » ou « nuisibles » déportés hors du pays, 49 000 étaient encore en vie sur les lieux de leur déportation⁶⁵. « Un ethnocide oublié dont le monde se fiche éperdument » selon l'expression du Pr. Valeriu Dulgheru⁶⁶.

En Moldavie soviétique, le mouvement local pour les droits de l'homme se manifeste entre 1969 et 1971 par l'apparition d'un „Front patriotique” clandestin créé par des jeunes intellectuels à Chişinău, qui rassemble plus d'une centaine de membres luttant pour le respect par l'URSS des accords d'Helsinki. En décembre 1971, Iouri Andropov, chef du KGB, fait arrêter trois des chefs du Front patriotique, Alexandru Usatiuc-Bulgar, Gheorghe Ghimpu et Valeriu Gaur, de même qu'Alexandru Soltoianu, chef d'un mouvement clandestin similaire en Bucovine du Nord, qui seront condamnés à de longues peines de Goulag. Le mouvement moldave pour l'émancipation a constamment été perçu et décrit par les forces politiques et médiatiques pro-russes de Moldavie comme un « complot antisoviétique », bien que ces dissidents n'étaient pas opposés à l'URSS, mais au totalitarisme qui y prévalait, comme le note le Pierre Manent : « ils demandaient le respect d'un certain nombre de principes élémentaires, principes du reste que ledit régime a souvent inscrits dans sa Constitution. De son côté, le régime soviétique, tout en emprisonnant ou déportant les dissidents, ne peut guère se déclarer officiellement hostile aux droits de l'homme. De sorte que pays démocratiques et communistes signeront les accords d'Helsinki dont le troisième volet comporte l'affirmation d'un certain nombre de droits fondamentaux comme celui de la libre circulation des personnes »⁶⁷.

Pendant et depuis la dislocation de l'URSS, en république de Moldavie devenue formellement indépendante, le mouvement unioniste en Moldavie et Roumanie cherche à sortir ce pays de la sphère d'influence russe, s'opposant ainsi au nationalisme russe qui cherche à l'y maintenir⁶⁸ : c'est pourquoi ce mouvement unioniste, et plus généralement les mouvements pro-européens qui soutiennent le rapprochement de la Moldavie avec l'Union européenne^{69, 70}, ont constamment été qualifiés par les pro-russes héritiers de l'URSS, d'« agitation nationaliste entretenue par l'impérialisme roumain, lui-même marionnette de l'impérialisme occidental »⁷¹.

En Transnistrie, territoire séparatiste sous protection russe issu des conflits post-soviétiques, que le droit international considère comme une partie de la Moldavie, mais que celle-ci ne contrôle pas, la situation de la population roumaine a fortement empiré depuis la guerre du Dniestr, obligeant environ 1 000 Roumains à fuir la région. Bien que la proportion de Roumains en Transnistrie soit de 31,9 %, le roumain n'est jamais utilisé en public par les citoyens, mais seulement par les officiels dans leurs discours, lorsqu'ils veulent démontrer que leur État est pluraliste et démocratique⁷².

Les écoles en langue roumaine représentaient environ 11% du nombre total d'écoles en Transnistrie. Elles sont obligées d'enseigner uniquement l'écriture cyrillique et d'utiliser des manuels scolaires conçus à l'époque soviétique. Jusqu'à la crise scolaire de 2004, six écoles ont été autorisées à enseigner en roumain en utilisant l'alphabet latin ; après 2004 il en resta quatre et après 2014, deux.

Dans l'orphelinat de Tighina, des enfants roumains de retour de vacances ont trouvé l'orphelinat fermé à clé par la police. Après avoir passé une nuit à l'extérieur, ils sont entrés de force dans le bâtiment et ont dû y rester sans eau ni électricité pendant plusieurs mois, jusqu'à ce que les gouvernements moldave et roumain et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) fassent pression sur les

autorités de Tiraspol pour une résoudre le problème. Des parents roumains ont été arrêtés ou licenciés en raison de leurs opinions favorables à l'intégration de la Transnistrie dans la légalité moldave et internationale et de leur détermination à maintenir leurs enfants dans des écoles de langue roumaine⁷³.

Voir aussi

Articles connexes

- | | |
|------------------------|---------------------------|
| ▪ <u>Alterophobie</u> | ▪ <u>Misogynie</u> |
| ▪ <u>Anglophobie</u> | ▪ <u>Phobie</u> |
| ▪ <u>Antisémitisme</u> | ▪ <u>Liste de phobies</u> |
| ▪ <u>Arabophobie</u> | ▪ <u>Polonophobie</u> |
| ▪ <u>Francophobie</u> | ▪ <u>Racisme</u> |
| ▪ <u>Germanophobie</u> | ▪ <u>Romophobie</u> |
| ▪ <u>Handicaphobie</u> | ▪ <u>Russophobie</u> |
| ▪ <u>Homophobie</u> | ▪ <u>Transphobie</u> |
| ▪ <u>Iranophobie</u> | ▪ <u>Turcophobie</u> |
| ▪ <u>Islamophobie</u> | ▪ <u>Ukrainophobie</u> |
| ▪ <u>Misandrie</u> | ▪ <u>Xénophobie</u> |
| ▪ <u>Mishellénisme</u> | |

Références

1. Marcel Grandière, Michel Molin (dir.), *Le stéréotype, outil de régulations sociales*, Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 9
2. David Prodan, (ro) *Supplex Libellus Valachorum, lucrare fundamentală*, ed. Didactică și Pedagogică, Bucarest 1948.
3. Sophie Rostopchine décrit des « Écossais avarés et sordides, Arabes méchants et sabreurs, Polonais buveurs et crasseux, Valaques et Tsiganes voleurs et fourbes, Russes violents knoutant leurs femmes, serfs et bonnes », et ainsi de suite : Michel Legrain, *Comtesse de Ségur : Mots, silences et stéréotypes*, Paris, Honoré Champion, 2011, 313 p. (ISBN 978-2-7453-2263-0 et 2-7453-2263-X).
4. Marinella Lörinçzi, (en) « Transylvania and the Balkans as Multiethnic regions in the Works of Bram Stoker » in *Europaea*, Univ. de Cagliari, 1996, II-1 (ISSN 1124-5425 (<https://portal.isn.org/resource/issn/1124-5425>)), pp. 121-137.
5. (de) Eduard Robert Rösler, *Romänische Studien : Untersuchungen zur älteren Geschichte Rumäniens*, Leipzig, 1871 (présentation en ligne (<https://textbase.scriptorium.ro/rosler/studii>)).
6. Milton G. Lehrer, (ro) *Ardealul, pământ Românesc*, Editura științifică & enciclopedică, Bucarest 1989, p. 13.
7. Neagu Djuvara, (ro) *Există istorie adevărată ?* (Existe-t-il une « Histoire vraie »?), Humanitas, Bucarest 2004, (ISBN 978-973-50-3333-0).
8. (ro) *Răscoala de la 1907, atrocități și manipulare* - [1] (<https://romania-libera.ro/aldine/history/rascoala-de-la-1907--atrocitati-si-manipulare-90017>).

9. Certains historiens attribuent les motivations haineuses à l'ensemble des intellectuels non-juifs : lire Leon Volovici, (en) *Nationalist Ideology and Antisemitism: the case of Romanian Intellectuals in the 1930s*, éd. Pergamon Press, Oxford 1991, (ISBN 0-08-041024-3), ouvrage qui ne mentionne pas les intellectuels antifascistes comme Tudor Arghezi ou Mihail Sadoveanu. D'autres, comme Catherine Durandin (*Histoire des Roumains*, Fayard, 1995) ou Lilly Marcou (*Le roi trahi, Carol II de Roumanie*, Pygmalion, 2002), récusent ce point de vue.
10. Marc Semo, « L'Horreur est roumaine »[2] (http://www.liberation.fr/planete/2009/02/26/l-horreur-est-roumaine_312656).
11. Johannes Frießner, (de) *Verratene Schlachten, die Tragödie der deutschen Wehrmacht in Rumänien* (« Batailles trahies, la tragédie de la Wehrmacht en Roumanie »), éd. Holsten-Verlag, Leinen 1956.
12. (en) Katherine Verdery, *National ideology under socialism : identity and cultural politics in Ceaușescu's Romania*, University of California Press, 1991, 406 p. (ISBN 0-520-20358-5, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=5a4wDwAAQBAJ&printsec=frontcover>)).
13. Radu Portocală, *Autopsie du coup d'État roumain : au pays du mensonge triomphant*, Calmann-Lévy 1994, (ISBN 978-2702119358)
14. Radu Preda & Ion Vicovan, (ro) « Martiriu și memorie din România comunistă » in *Acta Simpozionului Internațional Dumitru Stăniloae*, éd. Polirom 2017, (ISBN 9789734683246)
15. Nikolai Théodorovitch Bougaï *Déportation des peuples de Biélorussie, Ukraine et Moldavie*, éd. Dittmar Dahlmann et Gerhard Hirschfeld, Essen, Allemagne, 1999, p. 567-581 et *Informations des rapports de Béria et de Krouglov à Staline*, éd. de l'Acad. de sciences de Moldavie nr. 1, Chișinău, 1991.
16. Florica Dobre (dir.), Florian Banu, Camelia Duică, Silviu B. Moldovan, Elis Neagoe et Liviu Țăranu, Consiliul Național pentru Studierea Arhivelor Securității (CNSAS), *Bande, bandiți și eroi : Grupurile de rezistență și Securitatea (1948-1968)* [*Bandes, bandits et héros - Les groupes de résistance et la Securitate (1948-1968)* »], Editura Enciclopedică, Bucarest 2003, (ISBN 973-45-0436-3), [3] (<https://archive.wikiwix.com/cache/index2.php?url=http%3A%2F%2Fwww.cnsas.ro%2Fpublicatii.html#federation=archive.wikiwix.com&tab=url>)).
17. Georges Diener 2001, article « Résistance populaire et maquis en Roumanie (1945-1965) » in *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 204, Presses Universitaires de France 2001 sur Cairn.info : [4] (<https://shs.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2001-4-page-125?lang=fr&tab=resume>), p. 137.
18. Vladimir Tismăneanu, Dorin Dobrinu, (en) « The discovery of a historiographical subject: anti-communist armed resistance in Romania », p. 334-335, in : *Stalinism Revisited. The Establishment of Communist Regimes in East-Central Europe* (« Le stalinisme revisité : l'instauration d'un régime communiste en Europe centrale et orientale »), Central European University Press, New-York 2009, (ISBN 978-963-9776-55-5).
19. Selon l'Office des Nations unies contre les drogues et le crime sur [<http://www.unodc.org>] [5] (<https://atlasocio.com/classements/societe/criminalite/classement-etats-par-taux-homicide-volontaire-europe.php>) ou *of world by intentional homicide rate.svg* (<https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Map>)
20. Selon Nicolae Păun, député et porte-parole du parti des Roms *Partida le Romenge* sur Nicolae Păun's page at the Romanian Chamber of Deputies (<http://www.cdep.ro/pls/parlam/structura.mp?idm=261&leg=2004&cam=2>).
21. Selon Viviane Reding, commissaire européenne à la Justice, aux Droits fondamentaux et à la Citoyenneté sur « Roms : Bruxelles va déclencher deux procédures d'infraction contre la France » (http://www.lemonde.fr/societe/article/2010/09/14/roms-bruxelles-va-declencher-un-e-procedure-d-infraction-contre-la-france_1410887_3224.html#ens_id=1389596) dans *Le Monde* du 14 septembre 2010.
22. « Une parodie de Cristian Mungiu scandalise » dans *Le petit journal* du 16 mai 2013 - [6] (<https://lepetitjournal.com/bucarest/actualites/television-une-parodie-de-cristian-mungiu-scandalise-69277>)

23. <https://www.leparisien.fr/societe/roumanie-emoi-apres-une-caricature-de-simona-halep-dans-charlie-hebdo-15-06-2018-7774503.php>
24. <https://www.lequipe.fr/Tennis/Actualites/Une-caricature-de-simona-halep-fait-polemique-en-roumanie/911773>
25. Pierre Adrian, « La Gendarmerie parodie Astérix » dans *Le Figaro* du 19/10/2015 - [7] (<http://www.lefigaro.fr/culture/2015/10/19/03004-20151019ARTFIG00289-ils-sont-filous-ces-roumains-quand-les-gendarmes-parodient-asterix.php>)
26. « Expulsions des Roms : que dit le droit ? » (http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/laurence-neuer/expulsions-des-roms-que-dit-le-droit-13-09-2010-1235737_56.php)
27. [8] (<http://www.lesentiel.lu/fr/news/france/story/28018225>) et dans *Le Point* sur [9] (http://www.lepoint.fr/societe/valls-nous-ne-resoudrons-pas-le-probleme-des-roms-par-l-insertion-24-09-2013-1734440_23.php)
28. *Var-Matin* du 26 septembre 2013, page 3, rubrique « Le fait du jour ».
29. Claude Guéant en 2010 : « sont responsables d'une délinquance très forte, souvent très violente [...] augmentant la délinquance de 259 %. [...] En deux ans, la délinquance roumaine en France, pas la délinquance des Roms, la délinquance roumaine, a été multipliée par 2,5 ». Les statistiques ethniques étant interdites en France par l'article 8 de la loi « Informatique et libertés » de 1978 « interdit de collecter ou de traiter des données à caractère personnel qui font apparaître, directement ou indirectement, les origines raciales ou ethniques », Guéant appuie son affirmation sur une donnée partielle et approximative que *Libération* rectifie, en précisant que la source ne concerne que l'agglomération parisienne, qu'elle incrimine des « Roms étrangers » sans prouver leur appartenance ethnique ni préciser de quel pays ils sont issus, et qu'une augmentation de 259 % équivaut à une multiplication par 3,5 : voir Cédric Mathiot, *liberation.fr*, 9 septembre 2010 : Délinquance : tous les chiffres mènent aux Roms (http://www.liberation.fr/societe/2010/09/09/delinquance-tous-les-chiffres-menent-aux-roms_677549).
30. Antonela Capelle-Pogăcean, „Les relations hungaro-roumaines et la question des minorités magyares” dans *Les Études du CERI* (Centre d'études et de recherches internationales) n° 12, janvier 1996, pp. 2-41.
31. Eliza Șelaru, „La déclaration d'adhésion des Sicules magyars transylvains à l'union avec la Roumanie en 1919 par le baron Fay József, un document oublié par les Sicules mais aussi par l'historiographie roumaine” dans *Dezbaterile Adunării Deputaților nr. 41, 1919-1920*
32. Johann Christian von Engel (1770–1814) écrit „Geschichte des ungarischen Reiches und seine Nebenländer”, „Geschichte der Moldau und Walachey” et „Geschichte des Königreichs Ungarn”, ouvrages résumés par le linguiste Eduard Robert Rössler (1836-1874). Leur thèse est parfois surnommée « *Awarenwüste* » (« désert des Avars ») parce qu'elle postule que le bassin du moyen Danube (dit « Bassin Pannonien » en Hongrie) était vide d'habitants sédentaires à l'arrivée des Magyars, et vide politiquement depuis les défaites des Avars face aux Carolingiens en 805.
33. Béla Köpeczi (dir.), (hu) *Erdély rövid története* (« Histoire abrégée de la Transylvanie »), Akadémiai Kiadó, Budapest 1989, (ISBN 963 05 5901 3).
34. Charles-Louis Chassin, *La Hongrie, son génie et sa mission*, Garnier frères, 1856 (lire en ligne (<https://books.google.fr/books?id=0D02AAAAMAAJ&pg=PA126>)) ; en témoignent aussi les deux cartes [10] (https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Kingdom_of_Hungary_-_Ethnic_Map_-_1495.jpg) et [11] (https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Kingdom_of_Hungary_-_Ethnic_Map_-_1784.jpg) représentant des périodes où il n'y avait pas encore de statistiques ethniques.
35. Gorana Ognjenović, (en) *Nation et politisation de l'histoire dans les manuels scolaires : identité, programme scolaire et médias éducatifs*, Springer Nature 2020, page 117.
36. Gyula Csurgai, *La Nation et ses territoires en Europe centrale : une approche géopolitique* (ed. Peter Lang, Berne 2005, 271 p., (ISBN 978-3039100866 et 3039100866).

37. « Dutch website causes stir in Central Europe (<http://www.euractiv.com/justice/dutch-website-causes-stir-centra-news-510729>) », sur *Euractiv*, 10 février 2012 (consulté le 25 janvier 2015)
38. « ITV: Alarmist predictions' over immigrants can cause racism », *ITV*, 22 février 2013 (lire en ligne (<https://www.itv.com/news/update/2013-02-22/alarmist-predictions-over-immigrants-could-cause-racism/>), consulté le 26 décembre 2022)
39. « Ambassador's interview with Murnaghan On Sky News (<http://londra.mae.ro/en/local-news/1256>) », sur *londra.mae.ro*, Embassy of Romania to the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, 3 février 2013 (consulté le 26 décembre 2022)
40. Ion Jinga et Christopher Hope, « Romanians' presence in the United Kingdom and the value of free movement of people », *The Daily Telegraph*, 21 février 2013 (lire en ligne (<https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/law-and-order/9886338/Romanians-presence-in-the-United-Kingdom-and-the-value-of-free-movement-of-people.html>), consulté le 26 décembre 2022)
41. « Romanian Ambassador Ion Jinga Blames Ukip For Racist Attacks (http://www.huffingtonpost.co.uk/2013/09/27/romanian-ambassador_n_4003944.html) », sur *The Huffington Post UK*, 27 septembre 2013 (consulté le 17 juin 2015)
42. Nigel Farage MEP, « I've signed the Express petition – you should too! Remember, it'll be Albanians next... » (<http://www.express.co.uk/news/uk/440538/I-ve-signed-the-Express-petition-you-should-too-Remember-it-ll-be-Albanians-next>) », *Daily Express*, novembre 2013 (consulté le 17 juin 2015)
43. **(sr + en)** « **Demokratski pokret Rumuna Srbije** (<http://www.mpalsg.sr.gov.yu/sr/content.asp?c=organizacija&k=352>) » (Archive.org (https://web.archive.org/web/*/http://www.mpalsg.sr.gov.yu/sr/content.asp?c=organizacija&k=352) • Wikiwix (<https://archive.wikiwix.com/cache/?url=http://www.mpalsg.sr.gov.yu/sr/content.asp?c=organizacija&k=352>) • Archive.is (<https://archive.is/http://www.mpalsg.sr.gov.yu/sr/content.asp?c=organizacija&k=352>) • Google (<http://webcache.googleusercontent.com/search?hl=fr&q=cache:http://www.mpalsg.sr.gov.yu/sr/content.asp?c=organizacija&k=352>) • Que faire ?), sur <http://www.mpalsg.sr.gov.yu>, Site du Ministère serbe de l'administration publique et de l'autonomie locale (consulté le 31 janvier 2008)
44. **(ro)** Recensământul general al populației României din 2011 (<http://www.recensamantromania.ro/rezultate-2/>) consulté le 6 novembre 2014
45. « Blic Online - Grafiti mržnje u Vršcu: "Napolje Rumuni!" » (<http://www.blic.rs/Vesti/Hronika/342455/Grafiti-mrznje-u-Vrscu-Napolje-Rumuni>) », sur *Blic Online* (consulté le 25 janvier 2015)
46. [12] (<http://www.romaniamagnifica.ro/?do=Dorul&optiune=Valea+Timocului>)
47. M. V. Fifor, **(en)** « Assimilation or Acculturation: Creating Identities in the New Europe : the case of Vlachs in Serbia », in *Cultural Identity and Ethnicity in Central Europe*, Université Jagellonne, Cracovie.
48. « Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (<http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/WorkingDocs/Doc05/EDOC10533.htm>) », sur *coe.int* (consulté le 25 janvier 2015)
49. **(de)** « In Serbien lebende Rumänen sehen sich in ihren Rechten beschnitten » (<http://www.dw-world.de/dw/article/0,,850103,00.html>) », sur *Deutsche Welle*, 25 avril 2003 (consulté le 24 décembre 2022)
50. Official results of 2002 census in Serbia [13] (<http://webzrs.stat.gov.rs/axd/Zip/VJN3.pdf>).
51. Dimitrie Drăghicescu, *Les Roumains de Serbie* (en français), Paris 1919
52. **(ro)** George Damian, « Două "școli" de interpretare istorică și lingvistică vin să conteste unitatea poporului român » (<http://www.ziua.ro/display.php?data=2008-03-01&id=233957>) », *Ziua*, 1^{er} mars 2008 (consulté le 24 décembre 2022)
53. « Posters and Election Propaganda (http://www.ithaca.edu/rhp/programs/cmd/blogs/posters_and_election_propaganda/another_anti-immigrant_poster_in_switzerland/) », sur *ithaca.edu* (consulté le 25 janvier 2015)
54. Gheorghe E. Cojocaru, *Le Komintern et les origines du « Moldavisme »*, Ed. Civitas, Chișinău 2010.

55. Gheorghe Negru, *Politica etnolingvistică în R.S.S. Moldovenească* (« Politique ethnolinguistique en RSS Moldave »), éd.: „Prut Internațional”, Chișinău, 2000, 132 pp., (ISBN 9975-69-100-5)
56. Charles King, en *The Moldovans : Romania, Russia, and the Politics of Culture*, Hoover Press 2000, 62 p.
57. Sorin D. Ivănescu, Bogdan Schipor, Flaviu Solomon et Alexandru Zub, (ro) *Basarabia: dilemele identității*, Ed. Dosoftei, Iași 2001, (ISBN 9739135994)
58. En 1913, Staline écrit dans « Le Marxisme et la Question nationale », 1913, pages 9 et 10.
59. Nikolai Fédorovitch Bougaï, (ru) *K voprosu o deportacii narodov SSSR v 30-40ch godakh* (« Sur la déportation des peuples d'URSS dans les années 1930-1940 »), rev. *Istoriia SSSR* n° 6, Moscou 1989.
60. Nikolai Théodorovitch Bougaï, *Informations des rapports de Béria et de Krouglov à Staline*, éd. de l'Acad. de sciences de Moldavie nr. 1, Chișinău, 1991.
61. Nikolai Théodorovitch Bougaï, *Déportation des peuples de Biélorussie, Ukraine et Moldavie*, éd. Dittmar Dahlmann et Gerhard Hirschfeld, Essen, Allemagne, 1999, p. 567-581.
62. Politique déjà appliquée en Ukraine voisine dans les années 1920-1930 (Holodomor) : (ro) M.P. Colț, *Foametea în Moldova, 1946–1947* (« La famine en Moldavie »), coll. "Documente", ed. Știința, Chișinău 1993
63. (ru) M.P. Kolts, *Golod v zapadnii Ukrainii 1946–1947* (« La famine en Ukraine occidentale »), à compte d'auteur, Kiev et New York 1996.
64. Conformément au décret n° 1290-467cc du Bureau politique du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, le NKVD effectue l'opération „Ioug” (« Sud ») consistant à arrêter, embarquer dans plusieurs dizaines de trains de marchandises et milliers de camions puis déporter vers la Sibérie et le Kazakhstan environ 81 000 personnes en environ une semaine : Nikolai Théodorovitch Bougaï 1991. p. 567-581 et *Informations des rapports de Béria et de Krouglov à Staline*, éd. de l'Acad. de sciences de Moldavie nr. 1, Chișinău, 1991 ainsi que *Déportation des peuples de Biélorussie, Ukraine et Moldavie*, éd. Dittmar Dahlmann et Gerhard Hirschfeld, Essen, Allemagne, 1999, p. 567-581.
65. N. T. Bougaï 1991, *Op. cit.* pp. 567-581.
66. Valeriu Dulgheru, (ro) *Istoria care ne-a fost furată* (« L'histoire qui nous a été dérobée »), Ed. Tehnică, Chișinău 2013, 106 p.
67. Pierre Manent, *Cours familier de philosophie politique*, Gallimard, Tel, rééd. 2008, page 164.
68. Julien Danero Iglesias, « Nationalisme et pouvoir en République de Moldavie » in : *Le Monde diplomatique* d'avril 2015, éditions de l'Université de Bruxelles 2014, 240 pages, [14] (<https://www.monde-diplomatique.fr/2015/04/BEURQ/52886>).
69. « Les Vingt-Sept accordent à l'Ukraine et la Moldavie le statut de candidat à l'Union européenne (<https://www.lefigaro.fr/international/les-vingt-sept-approuvent-les-candidatures-de-l-ukraine-et-la-moldavie-a-l-ue-20220623>) », sur *Le Figaro*, 23 juin 2022 (consulté le 23 juin 2022)
70. « Les 27 États-membres accordent officiellement à l'Ukraine et la Moldavie le statut de candidat à l'UE (https://www.bfmtv.com/international/guerre-en-ukraine-les-27-accordent-a-ki-ev-et-la-moldavie-le-statut-de-candidat-a-l-ue_AD-202206230666.html) », sur *BFMTV* (consulté le 23 juin 2022)
71. Laurent Lagneau, « Guerre en Ukraine : La Russie accentue sa pression sur la Moldavie », dans *Zone militaire* du 23 février 2023 - [15] (<https://www.opex360.com/2023/02/23/guerre-en-ukraine-la-russie-accentue-sa-pression-sur-la-moldavie/>).
72. (ru) ОГЛАШЕНЫ ПРЕДВАРИТЕЛЬНЫЕ ИТОГИ ПРИДНЕСТРОВСКОЙ ПЕРЕПИСИ НАСЕЛЕНИЯ (<http://www.olvia.idknet.com/ol37-09-05.htm>).
73. OSCE report about Romanian language in Transnistria (http://www.osce.org/publications/sg/2005/07/15621_425_en.pdf)

Liens externes

-
-
-
-
-
-

Ce document provient de « <https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Roumanophobie&oldid=232194749> ».